



Collège Jean Lurçat
19, rue Georges Bourgoïn
78 260 ACHERES

Tél : 01. 39. 11. 01. 06
Courriel : int.0783248g@ac-versailles.fr

VOYAGES SCOLAIRES

MOBILITES D'ELEVES ET DE PERSONNELS A L'ETRANGER

Document unique de consultation

Procédure de consultation : Procédure adaptée - articles L2123-1 et R2123-1 du code de la commande publique.

Date limite de réception des offres :

Lundi 20 janvier 2025 à 12 h précises



Article 1 – Objet de la consultation

Le Collège Jean Lurçat, situé à Achères (78) souhaite passer un marché pour la réalisation de cinq voyages scolaires à l'étranger dont le détail se trouve ci-dessous :

Lot unique : Mobilités d'élèves et d'adultes à l'Etranger

- **Mobilité 1 : du 17 mars au 22 mars 2025 (retour possible le 21 mars en fin d'après-midi)**

Lieu : Cologne (Allemagne)

Nombre de participants : 7 élèves de 6^e (11-12) et 3 adultes, soit 10 personnes

Hébergement : pour les trois adultes, en hôtel de préférence, chambre individuelle, le plus près possible de cette adresse : Tollerstraße 16, 50829 Köln, Allemagne.
Demi-pension si possible, petit déjeuner inclus de préférence.

Transport : aller-retour TGV de préférence, transferts entre la gare et le lieu d'hébergement à prévoir.

- **Mobilité 2**

Lieu : Dortmund (Allemagne) du 24 mars au 29 mars 2025 (retour possible le 28 mars en fin d'après-midi)

Nombre de participants : 4 adultes

Hébergement : pour les quatre adultes, en hôtel de préférence, chambre individuelle, le plus près possible de cette adresse : Wittekindstraße 33, 44894 Bochum, Allemagne.
Demi-pension si possible, petit déjeuner inclus de préférence.

Transport : aller-retour TGV de préférence, transferts entre la gare et le lieu d'hébergement à prévoir.

- **Mobilité 3**

Lieu : Grèce du 31 mars au 4 avril 2025

Nombre de participants : 4 adultes



Hébergement : pour les quatre adultes, en hôtel de préférence, chambre individuelle, le plus près possible de cette adresse : Preveza en Grèce, 7o Dimotikò Scholeiò, 7^{ème} école primaire
Demi-pension si possible, petit déjeuner inclus de préférence.

Transport : aller-retour en avion, transferts entre l'aéroport et le lieu d'hébergement à prévoir.

- **Mobilité 4**

Lieu : Sicile du 17 mars au 22 mars 2025

Nombre de participants : 7 élèves et 7 adultes, soit 14 personnes
7 élèves de 6è (11/12 ans)

Hébergement : pour les quatre adultes, en hôtel de préférence, chambre individuelle, le plus près possible de cette adresse : Via Napoleone Colajanni snc – Caltanissetta (CL)
Demi-pension si possible, petit déjeuner inclus de préférence.

Transport : aller-retour en avion, transferts entre l'aéroport et le lieu d'hébergement à prévoir.

- **Mobilité 5**

Lieu : Dubrovnik (Croatie) du 24 mars au 28 mars 2025

Nombre de participants : 4 adultes

Hébergement : pour les quatre adultes, en hôtel de préférence, chambre individuelle, en centre-ville.
Demi-pension si possible, petit déjeuner inclus de préférence.

Transport : aller-retour en avion, transferts entre l'aéroport et le lieu d'hébergement à prévoir.

PAS DE PROGRAMME D'ACTIVITES A PREVOIR

PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES DEMANDEES

- Assurance Annulation Individuelle et Collective (groupe complet), rapatriement, vol et perte de bagages et toutes les visites comprises.

La proposition devra détailler les possibilités de modification à la baisse de l'effectif et spécifier leurs répercussions sur le coût du voyage pour une information donnée un mois avant la date de départ du



voyage.

La proposition devra également détailler les possibilités d'annulation et leurs répercussions en termes d'indemnisation du prestataire en fonction du délai de l'annulation par rapport à la date de départ du voyage.

A noter que lorsque, avant le départ, le respect d'un des éléments essentiels du marché serait rendu impossible par suite d'un événement extérieur qui s'impose au titulaire (épidémie de grippe « A » par exemple ou tout autre cas de force majeure), le lycée devra disposer du droit de résilier le marché sans avoir à supporter de pénalités ou de frais et être remboursé de la totalité des sommes versées.

Le prix du marché, revêt la forme d'un prix forfaitaire et global qui est réputé rémunérer l'ensemble de la prestation. Il comprend notamment toutes les charges fiscales, para-fiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, y compris pour l'étranger.

Les gratuités pour les accompagnateurs adultes ne sont pas acceptées et devront être intégrées au prix global.

Aucune rémunération complémentaire ne pourra être versée au titulaire pour la réalisation des prestations définies dans le présent cahier des charges, sauf accord préalable du lycée suite à des circonstances exceptionnelles.

Article 2 – Conditions de la consultation

2 – 1 Procédure

Marché à procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la commande publique.

2 – 2 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours (quatre vingt dix jours) à compter de la date limite de remise des offres.

Article 3 – Retrait du dossier de consultation

Le dossier de consultation est remis gratuitement aux sociétés ou organismes. Il est constitué du présent document comportant 8 pages.

Une copie du présent dossier peut être demandée :

- par courriel à l'adresse suivante : int.0783248g@ac-versailles.fr
- ou consultée à l'adresse : <https://mapa.aji-france.com/mapa/marche/150569/show>
(Numéro de consultation : TMP/150569)

Article 4 – Condition d'envoi des offres

Les candidats auront à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes dûment datées et signées :

- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 notamment qu'il



satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail ;

- Les documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat conformément à l'article R2143-3.

En application de l'article R2143-4 du code de la commande publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME), rédigé obligatoirement en français, en lieu et place des documents mentionnés à l'article R2143-3 reproduit ci-dessus,

- Descriptif complet et photos couleurs si possible des prestations, documentation, etc.... La production des fiches descriptives des prestations de services détaillées est un impératif pour juger de la valeur des offres. Les prestations de série devront être précisément détaillées. Les prestations optionnelles devront également être détaillées et chiffrées.
- Les conditions de garantie et d'intervention du SAV seront des critères importants de choix qui devront faire l'objet d'une attention particulière des fournisseurs et être détaillés dans l'offre.
- Un acte d'engagement signé reprenant et acceptant les éléments du présent document et détaillant précisément le prix HT et TTC ainsi que le détail des prestations, services, précis et engagement ferme sur les délais de livraison.

A ces documents pourra être joint tout autre document technique, descriptif et/ou explicatif jugé utile par le candidat à la compréhension et à la présentation de son offre.

La transmission des offres doit être effectuée de façon dématérialisée via la plateforme :

<https://mapa.aji-france.com/mapa/marche/>

**La date limite de dépôt des offres est fixée au
*Lundi 20 janvier 2025 à 12 h précises***

Pour tout renseignement complémentaire, le candidat peut contacter l'acheteur via la plateforme AJI (<https://mapa.aji-france.com/>). Pour poser ses questions et déposer son offre dématérialisée, le candidat devra créer un compte fournisseur sur cette plateforme.

Les dossiers qui seraient déposés après la date et l'heure limites fixées (*Lundi 20 janvier 2025 à 12 h précises*) ne seront pas retenus.

Article 5 – Jugement des offres



Pour le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse, les critères suivants seront appliqués :

Critères d'attribution	Pondérations
Qualité de service proposé (transport et hébergements, assurances, conditions d'annulation, de révision du nombre de participants, conditions de paiement, etc....)	40 %
Prix	60 %

Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public (formulaire NOTI 1) :

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail :

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de six mois (article D8222-5-1°- a du code du travail)
- Une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires (article D8222-5-1°- b du code du travail)
- Un extrait de l'inscription au RCS (ou K bis), délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois
- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription

- Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Copie de sauvegarde :

Conformément à l'article R2132-11 relatif aux marchés publics, les candidats qui transmettent leurs documents par voie électronique peuvent adresser à l'acheteur, sur support papier ou sur support physique électronique, une copie de sauvegarde de ces documents établie selon des modalités fixées par arrêté du ministre chargé de l'économie.

Attention: la copie de sauvegarde (scrupuleusement identique à l'offre électronique) doit être réceptionnée au plus tard à la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Les candidats transmettront ce pli cacheté portant les mentions :

« Copie de sauvegarde : Marché de mobilités d'élèves et d'adultes à l'étranger »

« NE PAS OUVRIR PAR LE SERVICE DU COURRIER »

à :



**Collège Jean Lurçat
Service Intendance
19, Rue Georges Bourgoïn
78260 ACHERES**

Article 6 – Variantes

Cf descriptifs des mobilités ci-avant.

Article 7 – Négociation

Pas de négociation.

Article 8 – Renseignements complémentaires

Pour tout renseignement complémentaire, le candidat peut contacter l'acheteur via la plateforme AJI (<https://mapa.aji-france.com/>). Pour poser ses questions et déposer son offre dématérialisée, le candidat devra créer un compte fournisseur sur cette plateforme.

Article 9 – Délais d'exécution, pénalités de retard

Sans objet

Article 10 – Délai de paiement et intérêts moratoires

Le délai applicable de paiement des factures sera un délai maximum autorisé réglementairement, à savoir trente jours à compter de la date de réception de la facture ou du service fait effectif de la prestation. Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de deux points.

La facture devra comporter les indications suivantes :

- la référence au présent marché,
- le nom et l'adresse complète du service destinataire des prestations,
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire, tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement.

En cas d'utilisation du portail Chorus Pro, le n° SIRET d'identification de la structure sera le : **19783248800013**, et le code service concerné : **COLLEGE JEAN LURCAT**.

Sont désignés pour les règlements :

- **Ordonnateur :**
Madame la Principale du Collège Jean Lurçat
- **Comptable assignataire des paiements :**



Madame l'Agent comptable du Collège Jean Lurçat

Article 11 – Avances

Des acomptes pourront être prévus dans l'offre dans le respect de la réglementation comptable propre aux établissements publics d'enseignement.

Article 12 – Déclaration sans suite

Pour un motif d'intérêt général motivé, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas donner suite à la procédure. La déclaration sans suite peut intervenir à tout moment de la procédure jusqu'à la signature du marché, et ce sans délai, même si ce dernier a été attribué. Le candidat retenu, quand bien même le marché lui est attribué, ne peut prétendre à aucune indemnité compensatoire en raison de l'absence de droit acquis à la signature du contrat.

Article 13 – Conditions de résiliation

Le marché peut être résilié par l'Établissement en application [du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services \(chapitre V\) – articles 29 à 36.](#)

Le marché peut être résilié en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-6 et suivants, et R2144-7 du Code de la Commande Publique ou du refus de produire les pièces prévues aux articles D 8222-5, D 8222-7 et D 8222-8 du code du travail. Après mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du Prestataire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D 8222-5, D 8222-7 et D 8222-8 du code du travail. La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le Prestataire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations. En outre, l'Établissement pourra résilier le marché sans indemnité aux torts du Prestataire, en cours d'exécution, par décision avec date d'effet (envoyé en recommandé avec accusé de réception) si après mise en demeure du Prestataire assortie d'un délai, des défauts constatés n'étaient pas corrigés. Après expiration ou résiliation du marché, les deux parties restent tenues d'honorer les obligations contractées.

Article 14 : Instance chargée des procédures de recours.

Tribunal Administratif de Versailles

56, avenue de Saint Cloud, 78011 Versailles.

01 39 20 54 00.

greffe.ta-versailles@juradm.fr

Article 15 : Organe chargé des procédures de médiation :



En cas de désaccord, le comité consultatif de règlement amiable peut être saisi, soit par le Pouvoir Adjudicateur, soit par le titulaire, conformément à l'article D2197-15 du code la commande publique :

CCIRA de Versailles